

La loi d'urgence agricole d'août devant le Conseil constitutionnel

Dossier de la rédaction de H2o
August 2026

Huit ONG ont décidé de soutenir les saisines parlementaires, en déposant une contribution extérieure commune (Générations Futures, LPO, Welfarm, Pollinis, Biodiversité sous nos pieds, Notre Affaire à Tous), des contributions autonomes (France Nature Environnement, WWF France) ou en soutenant activement ces initiatives à l'exemple de la Confédération paysanne. Parmi les articles de la loi contestés, le communiqué se concentre sur trois mesures particulièrement problématiques : la réintroduction de l'acétamipride et de la flupyradifurone ; le doublement annoncé des capacités de stockage de l'eau ; des dispositions limitant la transparence sur les impacts environnementaux des élevages. Au-delà des débats politiques, c'est une question essentielle qui est posée : comment construire des politiques agricoles qui répondent aux difficultés du monde agricole sans affaiblir les principes qui protègent durablement la santé, la biodiversité et les ressources naturelles ? La recherche scientifique montre que ces enjeux ne s'opposent pas. Une agriculture résiliente face au changement climatique repose sur des sols vivants, une biodiversité fonctionnelle, une gestion sobre de l'eau et une réduction des dépendances aux intrants les plus problématiques. Plus loin, c'est la place même que notre société accorde aux connaissances scientifiques et à la protection de l'environnement dans les décisions publiques qui nécessiterait d'être précisée.

Générations Futures